

# COLLECTIF PAPERA

*Collectif Pour l'Abolition de la Précarité  
dans l'Enseignement supérieur, la Recherche et ailleurs*

## **Nous sommes des précaires et des statutaires unis contre la précarité dans l'enseignement supérieur et dans la recherche**

---

Diplômés, déclassés, prolétarisés, invisibles et souvent exploités, certains parmi nous sont en grande précarité, et tous les autres savent qu'elle n'est pas bien loin.

Nous devons obéir aux petits chefs et autres pontes locaux qui tiennent laboratoires, universités, départements, ministères et même associations. Nous avons donc décidé de relever la tête pour créer un dialogue, élaborer un réseau, construire les solutions concrètes à nos problèmes de précarité au quotidien dans les laboratoires et les universités mais aussi face à l'état qui nous emploie en dehors du droit commun, nous déqualifie, nous requalifie et nous disqualifie. Nous sommes décidés à faire face aux sous-traitants du savoir qui nous exploitent dans les laboratoires, les universités, l'industrie ou les services.

---

Officiellement les précaires représentent **1/4 des personnels** de l'ESR (Enseignement Supérieur et de la Recherche) sans compter les doctorants et ceux qui travaillent au noir. Les réformes actuelles visent à augmenter ce chiffre en renforçant l'arbitraire hiérarchique et administratif qui prévaut de plus en plus souvent pour accéder aux postes statutaires et aux conditions d'exercices les plus élémentaires. Le gouvernement utilise **la précarité comme un moyen insidieux pour fragiliser encore l'ESR et soumettre ses acteurs.**

Le système actuel est basé sur l'exploitation de personnes soumises à une pression constante relayée par les hiérarchies locales sur des **contrats courts** (13 et 6 mois en moyenne au CNRS pour les contrats de post-doc et d'ITA respectivement), **illégaux** (sans couverture sociale, cotisation retraite, ...) ou **inexistants**. Le gouvernement se targue de mettre la recherche au premier plan de ses préoccupations mais n'attribue des moyens financiers importants que pour mieux soumettre l'ESR au politique. Ainsi l'**ANR**, machine infernale à CDD, est dotée de 955 millions € en 2008 et le **Crédit d'Impôt Recherche**, généreux cadeau à l'industrie, devrait coûter 3,2 milliard d'€ l'an.

La destruction programmée de l'ESR public montre la volonté du gouvernement à mettre fin à de nombreux secteurs du **savoir « trop peu rentables »**, comme l'archéologie ou les lettres classiques, qui seront reléguées au bon vouloir du mécénat.

C'est aussi la fin annoncée des chercheurs autonomes, demain experts aux ordres, contraints de rendre des comptes à leurs puissants bailleurs de fonds bien avant d'en rendre à la société. C'est l'officialisation du **règne de l'arbitraire** dans les EPST (établissements publics à caractère scientifique et technologique, CNRS, ...) et les universités (présidents et autres barons locaux) avec l'impossibilité d'avoir une recherche libre et fondamentale déjà très affaiblie. La recherche guidée par le bien commun et le service public doit passer avant les petits intérêts privés.

En réponse à cette « économie du savoir » amenée en force par le ministère, une partie de la communauté scientifique mène une guerre de tranchées. La majorité des chercheurs subit la

**désinformation permanente** du gouvernement et les **fausses concertations** caricaturales employées par VP, la sinistre actuelle de l'ESR. Pourtant, si les précaires de l'ESR (**stagiaires de master, doctorants, post-docs, ATER et ITA/BIATOS**) voient leurs situations empirer, les statutaires sont eux aussi menacés et à terme la société entière.

Concomitamment, nous, précaires, sommes les plus touchés par la destruction de l'ESR. L'entrée en application de la **loi LRU** dite « d'autonomisation des universités » a marqué le début de la destruction d'un système fragilisé par les restrictions budgétaires mais aussi par l'attentisme et la passivité de la communauté universitaire qui préfigure la privatisation de l'ESR.

En créant le **Collectif PAPER**A (Pour l'Abolition de la Précarité dans l'Enseignement Supérieur, la Recherche et Ailleurs), **des précaires et des statutaires de l'ESR de toutes disciplines** ont décidé de s'opposer à la casse imposée par le gouvernement ainsi que l'appropriation privée quotidienne des moyens, outils et résultats de la recherche.

Le collectif se veut être un réseau autonome d'information et d'action pour **lutter contre la précarité sous toutes ses formes** dans l'ESR et ailleurs en exigeant une stabilité de l'emploi, une revalorisation des carrières et un contrôle transparent et démocratique des instances scientifiques et administratives par les acteurs de la recherche, non par une officine créée sur mesure par le gouvernement, l'AERES, ou par des réseaux d'influences mandarinales. Nous exigeons également la fin de la précarité et de l'arbitraire dans les EPST et les universités. Nous refusons également la précarisation que subissent l'ensemble des travailleurs quel que soit leur secteur, ainsi que la destruction des acquis sociaux fondamentaux comme la retraite, l'éducation et la santé.

En effet, nous n'échangerons pas notre précarité actuelle dans un service public affaibli et torpillé par les gouvernements successifs pour un précaire définitif dans un secteur privé triomphant... Ces problèmes nous concernent et nous touchent tous parce que les savoirs et les technologies déterminent les orientations de la société et en alimentent autant les progrès que les catastrophes.

*Les seules choses impossibles sont celles que l'on ne désire pas vraiment - Errico Malatesta*

---

Rejoignez-nous à nos réunions et sur notre site Internet, manifestez-vous, témoignez sur ce site, échangez vos informations, proposez-nous vos idées, vos actions, ...

[www.collectif-papera.org](http://www.collectif-papera.org)

Réunions les mardis sur Paris et peut-être bientôt ailleurs également.

Contact : [postmaster@collectif-papera.org](mailto:postmaster@collectif-papera.org)